

[Texte]

hear from them. They write to me. They telephone me. I hear from them in many ways. You have no monopoly on knowledge about unemployment. In fact, I go back a long way, and I do not think you can teach me anything about unemployment or poverty.

The Acting Chairman (Mr. MacLaren): Thank you, Mr. Bouey.

Monsieur Duclos, s'il vous plaît.

M. Duclos: Merci, monsieur le président.

Monsieur le gouverneur, vous avez dit au Comité qu'il faut exercer beaucoup de prudence quand il s'agit de stimuler la reprise économique par le biais de déficits budgétaires; au fond, c'est ce que vous vouliez dire. Je ne voudrais pas, évidemment, vous demander de conseiller le ministre des Finances et lui indiquer avec précision quelle devrait être l'ampleur du déficit lors de la présentation du prochain Budget.

Ce que je voudrais que vous nous indiquiez, cependant, c'est quel genre de relations il doit y avoir sur les marchés financiers entre le secteur public dans son ensemble, non seulement le gouvernement fédéral mais aussi les provinces et les organismes parapublics, et le secteur privé. Actuellement, on estime que les déficits, les besoins financiers des gouvernements, et du fédéral et des provinces, seront d'approximativement 40 milliards de dollars cette année. J'ai l'impression que vous commencez à être inquiet. C'est-à-dire que nous avons obtenu assez de succès dans notre lutte contre l'inflation, puisque nous avons maintenant un taux d'inflation de 7.4 p. 100, mais on a le sentiment que vous craignez que si la présence des gouvernements sur les marchés de capitaux se fait trop sentir, nous allons recommencer à perdre la lutte contre l'inflation. Néanmoins, compte tenu du fait que le secteur privé n'est pas encore très actif sur le marché des capitaux, est-ce qu'il n'y a pas justement, pour le gouvernement, cette marge de manoeuvre assez importante dont vous parliez tout à l'heure? Est-ce que vous diriez que c'est une marge de manoeuvre qui est très restreinte, ou si c'est une marge de manoeuvre qui est encore importante, compte tenu de l'absence relative du secteur privé sur le marché des capitaux, ce qui a pour effet de ne pas encore—peut-être que cela pourra venir dans quelques mois—exercer de pression à la hausse sur les taux d'intérêt?

Mr. Bouey: The present situation is one where the private demand for credit is very weak. It has been for some time. Business credit is not at the moment—it has not been for months—increasing. Mortgage credit has been rising a little bit. Personal credit, the kind of consumer credit, has in fact been declining in absolute terms for some time. So if you look back—and, if you will, one assumes the situation is much the same with the present—the private demand for credit is very weak. So there is room for a pretty substantial government deficit.

But the important thing is what happens in the future—of course, that is not all that easy to see—and what will happen to expectations. Expectations are terribly important in this

[Traduction]

Canadien à cet égard. J'ai de leurs nouvelles. Ils m'écrivent. Ils me téléphonent. J'ai de leurs nouvelles de bien des façons. Vous ne détenez pas le monopole de la vérité sur le chômage. Je pourrais même prétendre être un peu plus vieux que vous, et je ne crois pas que vous puissiez m'enseigner grand-chose à propos du chômage et de la pauvreté.

Le président suppléant (M. MacLaren): Merci, monsieur Bouey.

Mr. Duclos, please.

Mr. Duclos: Thank you, Mr. Chairman.

Governor, you told the committee that one must exercise caution when one wants to stimulate the economy through the use of deficit budgets; finally, that is what you wanted to say. Of course, I would not want you to advise the Minister of Finance and indicate to him very specifically how big the deficit should be when he presents his next budget.

However, what I would want you to indicate to us is what kind of relationship there should be on financial markets between the total public sector, not only the federal government, but also the provinces and the parapublic organizations and the private sector. Presently, it is estimated that the deficits, the different governments financial needs, that is both federal and provincial, will total approximately \$40 billion this year. I get the impression that you are starting to get concerned. That is to say that we did garner some success from our fight against inflation because we now have a 7.4% inflation rate but we do get the feeling that you are afraid that if the presence of governments on capital markets is felt too heavily, we will start losing the fight against inflation once more. However, taking into account the fact that the private sector is not yet very active on capital markets, does that not give the government that rather large leeway you were talking about before? Would you say that its this leeway is very restricted or is it one which would be important enough not forgetting the relative absence of the private sector on capital markets and the effect of that is, perhaps not yet, perhaps that will only come in a few months, but the net effect is that there is not yet any pressuring upwards of interest rates?

M. Bouey: Dans la situation actuelle, la demande de capitaux émanant du secteur privé est très faible. C'est d'ailleurs le cas depuis un certain temps. Le besoin de crédit du secteur privé n'augmente pas depuis des mois. Il y a une certaine petite augmentation au chapitre du crédit hypothécaire. Le crédit à la consommation, en termes nets, diminue depuis un certain temps. Donc, si vous jetez un regard en arrière et, si vous voulez, on présume que la situation est à peu près la même à l'heure actuelle, la demande de crédit émanant du secteur privé est très faible. Donc, le gouvernement peut se permettre d'avoir un déficit assez élevé.

Évidemment, ce qui est important, c'est ce qui se produira dans l'avenir, évidemment ce n'est pas facile à prévoir, et il faudra voir quelles sont les attentes. Les attentes sont extrême-